

[Texte]

La présidente: Eh bien, je pense qu'il y a eu une entente avec...

M. Waddell: Il n'y a pas d'entente. Je suis disposé à conclure une entente, mais quelqu'un peut-il m'expliquer pourquoi il est nécessaire d'adopter le projet de loi maintenant?

M. Layton: Madame la présidente, j'ai l'impression que c'est à l'avantage des sociétés impliquées dans ce dossier qu'un accord soit conclu avant la fin de l'année. L'homme avec qui j'ai parlé, le représentant des syndicats, m'a assuré que c'était préférable ainsi pour eux. C'est pour cela que le gouvernement veut adopter le projet de loi le plus rapidement possible. On pourra poser la question à nos témoins demain. Ils seront en mesure de nous donner une réponse plus précise.

M. Waddell: D'accord. C'est une bonne idée. Nous continuerons demain à 15h30 avec la ministre et les témoins, donc?

La présidente: C'est cela.

M. Waddell: Quels témoins?

La présidente: La Société de développement des investissements du Canada.

M. Waddell: Rencontrerons-nous M. Paul Marshall, le président?

La présidente: Non, ce ne sera pas M. Marshall.

M. Layton: Ce sera sans doute Michael Carter.

La présidente: Il y aura aussi quelqu'un de Burns Fry Limited, M. John MacNaughton. On peut convoquer Bombardier et Canadair en même temps, peut-être vers 16h30.

Mr. Waddell: Mr. David McCutcheon of Salomon Brothers Inc. wrote a letter on August 11, 1986, to the head of the privatization secretariat, stating that the letter of intent proposed by Bombardier and accepted by the government has a number of provisions in it that do not conform to commercial norms. In particular, it referred to the insurance provision which shares liability between Canadair and the government if Canadair is unable to obtain insurance coverage at economically practical rates. This point was raised by the member from Saint-Henri—Westmount, Mr. Johnston. I do not fully understand it, but it was raised by Mr. Johnston and it was raised by Mr. McCutcheon of Salomon Brothers. Perhaps we could get some explanation of that.

The Chairman: Maybe the Minister would be in a position to respond to that type of question. Do you not think that she is the one...?

Mr. Waddell: Well, no, I think Mr. McCutcheon is the one, quite frankly, from Salomon Brothers. He wrote the letter. We maybe should ask him. Perhaps we can get some explanation. I do not know if the Minister's person is here. I assume the Minister has someone here. Canadair has a lobbyist here, or someone.

[Traduction]

The Chairman: I think there has been an agreement with...

Mr. Waddell: There is no agreement. I am prepared to reach an agreement, but can anyone tell me why it is necessary to pass the bill now?

Mr. Layton: Madam Chairman, I believe it is to the advantage of the firms involved that an agreement be reached before the end of the year. The union representative with whom I spoke assured me that it was also preferable for them. That is why the government wants to pass the bill as quickly as possible. You can ask our witnesses tomorrow. They will be able to give you a more specific answer.

Mr. Waddell: Fine. That is a good idea. So, we will continue tomorrow at 3.30 p.m. with the Minister and witnesses?

The Chairman: That is correct.

Mr. Waddell: What witnesses?

The Chairman: The Canada Development Investment Corporation.

Mr. Waddell: Will we be meeting the president, Mr. Paul Marshall?

The Chairman: No, it is not Mr. Marshall.

Mr. Layton: It is undoubtedly Michael Carter.

The Chairman: There is also Mr. John MacNaughton from Burns Fry Limited. We can call Bombardier and Canadair at the same time, perhaps around 4.30 p.m.

M. Waddell: M. David McCutcheon de *Salomon Brothers Inc.* a écrit une lettre en date du 11 août 1986 au chef du secrétariat de privatisation, et il a dit que la déclaration d'intention proposée par Bombardier et acceptée par le gouvernement comporte plusieurs dispositions qui ne sont pas conformes aux normes commerciales. En particulier, il a fait référence à la disposition sur l'assurance qui prévoit le partage des risques entre Canadair et le gouvernement au cas où il serait économiquement impossible pour Canadair d'obtenir de l'assurance. Ce point a été soulevé par le député de St-Henri—Westmount, M. Johnston. Je ne le comprends pas tout à fait, mais la question a été soulevée par M. Johnston et elle a été soulevée par M. McCutcheon de *Salomon Brothers*. Nous pourrions peut-être obtenir une explication.

La présidente: Peut-être que la ministre serait en mesure de répondre à cette question. Ne pensez-vous pas qu'elle est la personne...?

M. Waddell: Non, très franchement, je pense que M. McCutcheon de *Salomon Brothers* est celui qui peut nous éclairer. C'est lui qui a écrit la lettre. Il faudrait peut-être lui demander. Il nous expliquera peut-être. Je ne sais pas si le représentant de la ministre est ici. Je tiens pour acquis que la ministre a un représentant ici. Peut-être que Canadair a envoyé un démarcheur ou autre représentant?